



RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVAILLEUSES, COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE



QUAND LE GOUVERNEMENT CRIE HARO SUR LES CHÔMEURS

Sous prétexte de déficit de l'État, suite à la multiplication des subventions au patronat et au gonflement du budget militaire, Gabriel Attal vient d'annoncer la guerre aux chômeurs. Au programme : réduction de la durée d'indemnisation du chômage, allongement de la durée de la période travaillée pour avoir droit aux allocations, baisse du montant de celles-ci. Attal confond volontairement le budget de l'État et celui de la Sécurité sociale ! Mais son seul but est une nouvelle attaque contre les plus précaires d'entre nous, en espérant qu'il leur sera plus difficile de réagir. En attaquant les plus précaires, le gouvernement cherche à faire pression sur tous les travailleurs et travailleuses, avec ou sans emploi, pour augmenter toujours plus leur exploitation.

Le projet est de réduire de 18 à 12 mois la durée de l'indemnisation ; elle avait déjà été réduite de 24 mois à 18 en février 2023. S'y ajouterait l'augmentation du nombre de mois travaillés pour ouvrir droit à une allocation : il avait déjà été porté à six mois de travail sur deux ans, il s'agirait d'en demander huit. Le montant des allocations serait diminué, en changeant son mode de calcul et les rendant fortement dégressives : avec les réformes précédentes elles ont déjà baissé en moyenne de 16 % (et jusqu'à 50 % pour une partie des chômeurs). Et seuls 36 % des demandeurs d'emplois inscrits touchent une allocation.

Car on en est déjà à la troisième réforme sous Emmanuel Macron. Lors de la dernière, de février 2023, Macron avait annoncé que si on réduisait les allocations chômage c'était parce qu'il y avait plus d'offres d'embauche, que les chômeurs n'avaient qu'à accepter, mais qu'on pourrait assouplir les règles si le taux de chômage augmentait. Aujourd'hui il dit le contraire : c'est parce que le chômage augmente qu'il faut obliger les chômeurs à travailler pour une bouchée de pain. On a bien déjà imposé au bénéficiaire du RSA des heures de boulot quasi gratuit. C'est déjà à 6,7 milliards par an que sont chiffrées les économies

que les réformes précédentes permettent. Et on en voudrait plus. Sur le dos des chômeurs et sur le dos des salariés tout court, puisqu'il s'agit de faire accepter n'importe quel travail à n'importe quel prix. Et c'est aussi aux malades que le gouvernement veut s'en prendre en parlant d'augmenter le nombre de jours de carence en début d'arrêt maladie.

Car cette réforme de l'assurance chômage s'inscrit dans la guerre sociale que mène le gouvernement : c'est aussi sur les budgets de l'école et des hôpitaux que Bruno Le Maire a annoncé qu'il entendait récupérer les 10 ou 18 milliards qui lui manqueraient. Déjà c'est dans les réserves que lui fournissent les livrets de caisse d'épargne (les économies mises de côté par les petites gens), jusque-là en grande partie destinées à financer la construction de logements sociaux, qu'on va puiser pour financer les faramineuses commandes aux marchands de canon. Une annonce d'autant plus révoltante que cette semaine, avec la fin de la trêve hivernale, vont reprendre les expulsions des locataires qui n'ont pas pu payer leur loyer, qu'il y a 330 000 sans-abris, 2,4 millions de demandes de HLM en attente.

Pour leur faire ravalers ces projets, il faudra s'y mettre toutes et tous ensemble. Dans différents secteurs, les réactions se multiplient : enseignants, contre ce « choc des savoirs » qui veut organiser le tri social des élèves et aggraver les conditions d'enseignement dans les collèges et lycées des quartiers populaires. mais aussi dans d'autres secteurs sur les salaires, comme les débrayages vendredi dernier de plus de 3 000 salariés dans quelque 150 grandes surfaces Auchan, applaudis par les clients qui les voyaient défiler avec pancartes dans les allées.

Des réactions pour l'instant en ordre dispersé, mais qui ne demandent qu'à devenir mouvement d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à cette offensive générale du patronat et du gouvernement contre nous.



@NPA_NouvParAnti



npanouveaupartianticapitaliste



@Revolutionnaires_journal



nouveaupartianticapitaliste.fr

100 communes touchées d'un coup par une grève

Les 20 et 21 mars 2024, 4 sites distri des Pyrénées Orientales étaient simultanément en grève contre les suppressions d'emplois : PPDC de Prades 100% de titulaires en grève, PDC Millas 100% de titulaires, PDC Céret 70% de titulaires, PDC Port Vendres 60% de titulaires. 100 communes étaient touchées par le mouvement : à force de concentrer les distris et les PIC, La Poste donne une nouvelle force potentielle à nos grèves !

Communiqué du NPA du 19 mars 2024 : Nous ne nous laisserons pas intimider

Mardi 19 mars, lors de la manifestation des grévistes de la fonction publique à Paris, un militant du syndicat FO COM 92 à La Poste a violemment agressé notre camarade Gaël Quirante, porte-parole du NPA et secrétaire départemental du syndicat SUD Poste 92. Ce militant de FO s'était déjà récemment illustré en témoignant au tribunal contre ses propres collègues du bureau de poste de Levallois pour aider la direction à faire passer un plan de suppression d'emplois. Aujourd'hui, il a porté deux coups au visage de notre camarade Gaël depuis le service d'ordre du carré de tête intersyndical.

De telles pratiques violentes sont à bannir du mouvement ouvrier. Le NPA demande que le service d'ordre intersyndical condamne ces pratiques. Le NPA, ses porte-paroles et ses militants ouvriers ne se laisseront pas intimider.

Qui est d'accord pour baisser le pouvoir d'achat ?

Réponse : visiblement, les syndicats à La Poste qui signent un accord salarial à +2,5% pour 2024. CAR dire « OK » à une hausse de salaire inférieure à l'inflation, ça revient à dire « OK » à une baisse des salaires réels. En réalité, il ne faudrait pas seulement ne pas signer de tels accords scandaleux, mais il faudrait surtout un mouvement de grève national de l'ensemble du monde du travail pour arracher des augmentations de salaires, et leur augmentation automatique en fonction de l'inflation.

Du pain, des jeux... et des emmerdes pour les postiers !

Pour les JO, la circulation sera entravée sur 185 kilomètres, avec des codes couleurs gris, noir, rouge, bleu. Zones grises (site de compétition) : circulation interdite, que ce soit à pied ou à moteur, pareil pour les zones noires (autour des compétitions). Zones rouges : seront autorisés le vélo cargo et la circulation à pied, tandis que dans les zones bleues, il faudra être muni d'un justificatif (carte d'identité, attestation

de l'employeur). Pour toutes celles et ceux, qui ne pourront pas se rendre sur leur centre en raison de ces restrictions, un CA sera pris d'office. La vraie épreuve de ces JO, elle sera pour nous les travailleuses et travailleurs !

Ce qu'il nous faut, c'est un tous ensemble, à La Poste et au-delà

Grève CGT-SUD le 15 février dernier dans la foulée de débrayages en série dans les PIC, grève dans le 92 le 19 mars avec rassemblement devant le Siège national, appels intersyndicaux au guichets et aux camions jaunes le 2 avril avec appel de SUD-PTT dans les autres métiers... et pas une semaine ne passe sans que des grèves locales aient lieu dans divers départements. Il est grand temps de préparer une mobilisation générale des postières et des postiers pour l'augmentation générale des salaires, leur augmentation automatique en fonction des prix et l'arrêt des réorgs et des suppressions d'emplois. Des revendications que nous partageons dans le fond avec l'ensemble du monde du travail. Et pour lesquelles cela vaut la peine de tisser des liens entre les différents secteurs pour se prêter main-forte les uns aux autres, et pour discuter de l'objectif d'une mobilisation d'ensemble du monde du travail.

Sous le capitalisme, la santé c'est d'abord du fric

L'assureur CNP-Assurance, actionnaire de La Poste, va racheter 65% d'une filiale de la Mutuelle Générale (MG, mutuelle historique de La Poste). CNP annonce vise atteindre 5% des parts de marché dans l'assurance santé et prévoyance, marché juteux convoité par les capitalistes. La MG va donc créer cette filiale « LMG Assurances » et l'astuce est d'y transférer tous les adhérent.es dont les postiers (en contrat obligatoire) qui pèserait 1 milliard € de chiffres d'affaire. Seuls 300 000 adhérents (les retraités fonctionnaires de La Poste et France Télécom) seraient encore gérés par la MG, le million d'adhérents basculerait dans cette filiale privée. C'est l'une des plus grosses opérations financières dans le domaine de la santé. Alors que déjà la cotisation augmente et les soins pris en charge diminuent, ce n'est pas une bonne nouvelle que la mutuelle se transforme en compagnie d'assurance, dont le seul but est de faire du fric sur notre santé.

Vidéos du Meeting internationaliste du 23 mars 2024

Intervention de Selma Labib, machiniste RATP et co-tête de liste du NPA aux élections européennes



Intervention de Gaël Quirante, postier et co-tête de liste du NPA aux élections européennes